

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 20/021/2008

ÉFAI

1^{er} octobre 2008

Inde. Le gouvernement doit intervenir pour mettre fin à la violence contre les minorités chrétiennes dans l'État d'Orissa

Les mots ne suffisent pas, il faut maintenant que les autorités indiennes passent à l'action et fassent le nécessaire pour que les membres de la minorité chrétienne de l'Orissa soient protégés contre la recrudescence de la violence intercommunautaire dans cet État de l'est du pays, a déclaré Amnesty International ce mercredi 1^{er} octobre.

Bien que le Premier ministre indien Manmohan Singh ait qualifié, mardi 30 septembre à Paris, ces violences de « *honte nationale* » et déclaré que son gouvernement avait adopté une « *position ferme* » pour y mettre fin, les actes de violence contre la minorité chrétienne n'ont pas cessé.

L'Orissa a été le théâtre ces deux derniers jours de nouvelles attaques perpétrées par des sympathisants d'organisations nationalistes hindoues, telles que Hindu Parishad et Bajrang Dal, contre les minorités chrétiennes et leurs lieux de culte dans le district de Kandhamal. Trois personnes ont été tuées, plus d'une quinzaine, dont des policiers, blessées, et des centaines jetées à la rue.

Les violences qui faisaient rage depuis un mois contre les minorités chrétiennes en réaction au meurtre, le 24 août, d'un dirigeant nationaliste hindou de renom, semblent avoir repris après une brève accalmie. Amnesty International s'est entretenue avec des personnes qui ont confirmé l'existence d'un climat d'insécurité dans le district depuis les dernières attaques, malgré la présence de membres des Forces centrales de réserve de la police déployés par le gouvernement central à la demande des forces de police de l'Orissa.

Le nombre de chrétiens qui ont trouvé refuge dans les 25 camps de secours gérés par les autorités de l'État est passé de 12 000 à 20 000 au cours du dernier mois et ne cesse d'augmenter. Amnesty International craint que le plupart de ces personnes ne soient dans l'incapacité de rentrer chez elles. Des résidents de ces camps ont indiqué que des sympathisants d'organisations nationalistes hindoues pouvaient les menacer ou leur donner comme ultimatum de se convertir à l'hindouisme s'ils voulaient rentrer chez eux.

Amnesty International demande au gouvernement indien et au gouvernement de l'Orissa :

* de mettre immédiatement fin aux actes de violence contre les minorités chrétiennes dans le district de Kandhamal ;

- * d'assurer la sécurité dans les camps de secours des personnes ayant dû fuir les violences, et de faire le nécessaire pour qu'elles puissent retourner chez elles en toute sécurité ;
- * de confier sans tarder à une autorité compétente la tenue d'une enquête impartiale, de rendre publics les résultats de ces investigations et de déférer à la justice les responsables présumés de ces agissements ;
- * d'assurer la protection des droits des minorités religieuses.

Complément d'information

Plus de 28 personnes sont mortes lors des violences intercommunautaires en Orissa depuis le 24 août ; huit d'entre elles ont été abattues par la police. Des centaines de personnes ont été blessées lors des violences visant les minorités chrétiennes dans le district de Kandhamal, qui était déjà sous tension avant le 24 août. En décembre 2007, au moins 11 personnes avaient été tuées, dont quatre par la police, dans ce district lors de violences intercommunautaires. Plusieurs institutions chrétiennes avaient été attaquées par des sympathisants d'organisations nationalistes hindoues. L'enquête judiciaire sur les violences de 2007, dont l'ouverture avait été annoncée par le gouvernement de l'Orissa, est toujours en cours. Au cours du dernier mois, plusieurs lieux de culte des minorités chrétiennes de l'État méridional de Karnataka ont été pris pour cibles par des membres d'organisations nationalistes hindoues, dont Vishwa Hindu Parishad et Bajrang Dal.

FIN/

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
International Secretariat, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni
www.amnesty.org